



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 2 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNIVAR**

10 A 19 RUE DENIS PAPIN  
ZI DE MITRY COMPANS  
77290 Mitry-Mory

Références : E/26- 0409

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement UNIVAR implanté 10 A 19 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans la reprise d'activité autorisée par lettre préfectorale du 18 décembre 2025 suite à l'arrêt partiel des activités occasionné par l'incident du 05 août 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNIVAR
- 10 A 19 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501747
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement UNIVAR installé sur la commune de Mitry-Mory est un distributeur de produits chimiques sous forme liquide et solide. Il procède à la réception de produits chimiques en vrac, à leur conditionnement dans des contenants plus petits, ainsi qu'à du stockage. Dans certains cas, il est procédé à une dilution du produit.

Cet établissement a été initialement autorisé pour ces activités par les arrêtés préfectoraux du 18 mai 1999 et du 12 novembre 2008. À ce jour, les activités de l'établissement UNIVAR situé à Mitry-Mory sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.4.1.1	Demande d'action corrective	15 jours
5	Moyens d'interventions en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.7.6	Demande d'action corrective	1 mois
7	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation de reprise d'activité	Lettre du 18/12/2025	Sans objet
3	Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.3.2	Sans objet
6	Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents demandés lors de l'autorisation de la reprise d'activité n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection. Lors de cette inspection, l'Inspection a constaté certaines approximations sur les plans du réseau de collecte des effluents industriels. De plus, l'inspection a constaté la présence de deux produits incompatibles sur une même rétention.

Enfin, suite à la réfection du réseau de collecte des effluents industrielles, l'exploitant prévoit de mettre à jour son POI.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autorisation de reprise d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 18/12/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport de tests d'étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Aussi, à partir des éléments transmis et de leur analyse par mes services, j'autorise la reprise d'activité sur le site UNIVAR situé sur le territoire de la commune de Mitry-Mory dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2014 DRIEE UT77 124 du 15 juillet 2014. Je vous demande cependant de transmettre à mes services, <u>sous 1 mois</u> les rapports des tests d'étanchéité réalisés par ailleurs sur : <ul style="list-style-type: none"><li>• les cuvens F1, F2, F3 et F4 ;</li><li>• les tronçons entre les regards R1, EU44, R8 et R10 et les cuvens F1, F2, F3 et F4 respectivement associés ;</li><li>• les tronçons remplacés au titre de la maintenance préventive.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Les documents transmis par courrier du 03 février 2026 et présentés en salle n'appellent de remarque de la part de l'inspection. Il s'agit notamment du rapport d'inspection télévisée et des essais d'étanchéité à l'air réalisés le 10/12/2025 sur les tuyauteries remplacées ; ainsi que le test d'étanchéité des 4 cuvens réalisé en interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>En salle, l'exploitant a présenté le réseau de collecte des eaux industrielles mis à jour à la suite des travaux de rénovation réalisés. Il subsiste quelques approximations, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les regards EU49, EU20, EU9 et EU2b ne figurent pas avec le bon code couleur,</li> <li>• La ligne dédiée à la remontée des eaux industrielles pour retraitement en cas de pH non-conforme n'apparaît pas, selon l'exploitant, connectée au bon regard.</li> </ul> <p>Enfin pour une meilleure compréhension du plan, il serait opportun de représenter les tronçons associés au trop plein, ainsi que ceux n'étant plus utilisés par des couleurs spécifiques.</p> <p><b>Suite n°17022026-1 : L'exploitant reprendra les approximations constatées sur le plan du réseau de collecte des eaux industrielles.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation doit notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• toutes les informations utiles sur les produits manipulés,</li> <li>• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li> <li>• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</li> <li>• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,</li> <li>• une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après l'exploitant, un nouveau chef de dépôt du site Univar de Mitry-Mory a pris ses fonctions le 17 février 2026. À ce titre l'exploitant prévoit de le former aux risques et dangers spécifiques de son établissement.</p> <p>Ce point pourra faire l'objet d'un point de contrôle lors d'une prochaine inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'exploitant a constaté que les GRV contenant de la soude et de l'acide chlorhydrique dédiés à la neutralisation des effluents industriels étaient sur une même rétention.  <b>Suite n°17022026-2 :</b> La soude et l'acide chlorhydrique étant des produits incompatibles, il est attendu de la part de l'exploitant que les GRV utilisés pour la neutralisation des effluents industriels ne soient pas sur une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Moyens d'interventions en cas d'accident et organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. [...] Il est remis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. [...]
<b>Constats :</b>  La modification du réseau de collecte des eaux industrielles est telle que les eaux de ruissellement au niveau de la zone de chargement sont dirigées vers le cuvon F4. Ainsi, en cas de déversement accidentel sur cette zone, l'épandage serait dirigé vers le cuvon F4. Il s'agit d'un nouveau scénario accidentel non pris en compte dans le POI.  <b>Suite n°17022026-3 :</b> L'exploitant mettra à jour son POI avec notamment le scénario accidentel d'épandage de produit dangereux sur la zone de chargement et le transmettra à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 6 : Maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

<p>Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.</p> <p>[...]</p>
--

<b>Constats :</b>
-------------------

<p>L'exploitant est en cours de réaménagement ses zones de stockage dans les bâtiments 1 et 2, sans toutefois augmenter les quantités autorisées. À ce titre, l'exploitant prévoit de réviser son étude de dangers d'ici à la fin de l'année 2026.</p>
--

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 7 : Exploitation des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 2.2.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>
---

<b>Constats :</b>
-------------------

<p>L'Inspection a constaté une accumulation de contenants vides voués à être éliminés. Selon l'exploitant, ces contenants ont été rincés. L'exploitant explique que la seule filière en France susceptible d'éliminer ces contenants est actuellement à l'arrêt. L'exploitant est en cours de réflexion pour expédier ses déchets vers une filière belge.</p>
---

<p><b>Suite n°17022026-4 : L'exploitant évacuera le surplus de déchets présent au sein de son établissement. Les justificatifs seront transmis à l'inspection des installations classées.</b></p>
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------